

BUREAUX : RUE NAIN, 1.

Roubaix, Tourcoing :
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

DIRECTEUR : M. BÉGIN.
Le Nord de la France.
Trois mois... 12 f.
Six mois... 23
Un an... 44

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée.

A ce numéro est joint un supplément.

ROUBAIX, 7 JUILLET 1870

C'est toujours la candidature du prince Léopold Hohenzollern au trône d'Espagne, qui tient l'opinion publique en éveil. On sait déjà que M. de Werther, ambassadeur de Prusse à Paris, est parti lundi soir pour Ems, après une longue conversation avec MM. de Gramont et Emile Ollivier, lesquels, paraît-il, ont engagé eux-mêmes le représentant de la Prusse à se rendre auprès de son souverain, ce qui semble confirmer la gravité des communications qu'il est chargé de faire au roi Guillaume.

On continue à penser que l'influence des cabinets de Londres, de Florence et de Vienne jointe aux efforts de la France décidera la Prusse à empêcher la réalisation des projets du général Prim. Toutefois, il est bon d'ajouter que la convocation des Cortes annoncée pour le 20 juillet autoriserait à penser que Prim persiste encore dans sa combinaison. « On assure, dit un télégramme de Madrid du 6 juillet, que le conseil des ministres a résolu de convoquer les Cortes pour le 20 juillet. » Cette indication ne doit pas rester inaperçue.

M. Olozaga s'est rendu hier à Saint-Cloud, sur le désir exprimé par l'Empereur, et il n'est pas douteux que l'ambassadeur d'Espagne sera mis à même de communiquer à son gouvernement, et au général Prim des observations de nature à balmer les esprits de ceux qui rêvent à Madrid, une sorte d'inféodation de leur pays à la Prusse.

Mais le fait important, c'est surtout la déclaration faite hier devant le Corps législatif par M. le duc de Gramont; la voici :

« Je vais répondre à l'interpellation de M. Cochet. Il est vrai que le général Prim a offert au prince de Hohenzollern la couronne d'Espagne et que celui-ci l'a acceptée; mais le peuple espagnol ne s'est pas prononcé et nous ne connaissons pas les détails d'une négociation qui nous a été cachée (Mouvement). Nous avons toujours été sympathiques à l'Espagne, nous n'avons jamais pris parti pour aucun prétendant; nous avons gardé la neutralité. Nous persisterons dans notre conduite; mais notre respect pour les droits d'un peuple voisin ne peut pas faire que nous laissions une puissance étrangère essayer de relever le trône de Charles-Quint, détruire à notre détriment l'équilibre actuel des forces de l'Europe. (Applaudissements frénétiques) et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. (Applaudissements et braves répétitions.) Cette éventualité ne se réalisera pas. Nous comptons sur la sagesse du peuple allemand et sur l'amitié du peuple espagnol. S'il en était autrement, forts de votre appui et de celui de la nation, nous saurions remplir notre devoir sans hésitation et sans faiblesse. (Applaudissements et braves.) »

Ce langage est ferme; il est digne d'un ministre français et il aura l'approbation de tous ceux qui placent l'honneur de

leur pays au-dessus des divisions de partis.

Est-ce la guerre? La Prusse reculera-t-elle? Prim lui-même ne trouvera-t-il pas quelque moyen de tourner la situation? Peut-être.

EDMOND DUVAL.

Le courrier de ce matin ne nous apporte aucun nouveau détail sur le massacre de Pékin que nous ont annoncé hier nos dépêches particulières.

Le Journal de Roubaix a donné dans l'un de ses derniers numéros des détails fort circonstanciés sur le nouveau ministère belge. Comme on le pense bien, la presse doctrinaire belge s'est écriée d'une commune voix que le cabinet est un cabinet clérical pur, partant, on ne peut mieux composé, à ses yeux, pour enrayer le progrès des réformes libérales et faire preuve d'intolérance, voire même de despotisme. Il fallait s'attendre à ces odieuses calomnies de la part des vaincus qui soutiennent encore, malgré leur échec, MM. Bara et Frère-Orban.

Le seul nom qui convienne au cabinet d'Anethan, est celui de cabinet de coalition, en ce sens que ses membres sont pris dans la grande fraction de la droite, celle qui est favorable aux réformes, et qu'ils sont notoirement décidés à marcher dans la voie tracée par les élections du 14 juin. Bien qu'aucun programme n'ait encore été conçu, on peut affirmer que les nouveaux ministres donneront satisfaction aux aspirations légitimes du pays. Tous en comprenant l'absolue nécessité, et le roi s'est d'ailleurs rallié à ce sentiment.

Si nous sommes bien informés, la dissolution des deux Chambres aura lieu très-prochainement. L'Echo du Parlement a cru pouvoir affirmer que le Sénat ne serait pas dissous. Notre correspondant de Belgique y voit une erreur, la majorité étant plutôt libérale dans cette assemblée, bien qu'on ne puisse guère encore définir la nuance de son libéralisme. On s'attend à Bruxelles à une coalition entre les progressistes et les catholiques, lors des prochaines élections. Des renseignements pris à bonne source et résultant d'une enquête sérieuse, on peut compter que les catholiques remplaceront les doctrinaires, notamment à Bruges, Dixmude, Furnes, Ypres, Soignies, Philippeville, Nivelles, dans le Luxembourg, à Arlon, etc.

Le désarroi continue à régner au camp d'Agramant, ou pour mieux dire, dans le parti « libéral ». Certains journaux doctrinaires sont en lutte contre l'Indépendance belge, et autres organes ejusdem farinae. Nous citerons parmi les adversaires de l'Indépendance, l'Echo du Parlement, le Journal de Liège, le Journal de Gand, le Progrès de Charleroi. Une remarque curieuse à propos de ces querelles de ménage du parti « libéral » belge. Un tolle général s'élève au sein des doctrinaires et des libéraux contre M. Frère-Orban. C'est lui,

Le pelé, le galeux, d'où venait tout le mal, la main de fer de ce ministre à poigne ne pesant plus sur les Belges, tous, à quelque nuance qu'ils appartiennent, respirent et sont comme soulagés. Ils ont encore le courage d'en convenir! Il faut leur en savoir gré.

CH. NURBEL.

Un de nos correspondants parisiens nous envoie cette courte esquisse de la physionomie du Corps législatif après la déclaration de M. de Gramont :

La séance est suspendue, l'émotion la plus vive règne dans la salle.

Un colloque très-vif s'élève entre M. E. Arago et M. de Gramont dans l'hémicycle. — Vous avez fait deux choses, M. le ministre, dit M. Arago, vous venez de faire le prince de Hohenzollern roi d'Espagne et de déclarer la guerre à la Prusse.

M. Picard demande, en présence des paroles de M. le ministre, que la guerre ne puisse être faite sans que la Chambre soit appelée à se prononcer à cet égard.

M. Schneider demande qu'on poursuive la discussion du budget.

— Il s'agit bien du budget crie M. Crémieux.

M. Ollivier insiste pour la continuation des travaux législatifs. Le gouvernement veut la paix dit-il, mais il la veut conforme à la dignité et aux intérêts de la France. Quant à la guerre, si l'Empire la faisait ce serait d'accord avec vous et après que les Chambres auraient été consultées.

Nouveaux applaudissements sur tous les bancs de la Chambre.

On reprend la discussion du budget.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE du Journal de Roubaix.

Paris, Mercredi 6 Juillet.

L'événement du jour est la déclaration que M. de Gramont est venu lire à la tribune.

Avant l'ouverture de la séance, les conversations étaient très animées dans les couloirs du Palais Bourbon. On racontait que, hier soir, à la réception du garde des sceaux, où il y avait une grande affluence, une communication du gouvernement avait été annoncée pour aujourd'hui; on ajoutait que le langage tenu par M. de Gramont aux divers représentants des puissances étrangères était des plus fermes et que depuis longtemps aucun ministre n'avait parlé sur un ton aussi accentué.

Aussi remarquait-on dans la salle des séances une animation inaccoutumée. M. de Gramont n'étant pas arrivé M. Schneider n'ouvrit la séance qu'après deux heures et demie, est la suspendit un instant après pour donner au ministre qu'on avait fait prévenir le temps de se rendre à la Chambre. Il arriva à 3 heures moins un quart accompagné du garde des sceaux et monta immédiatement à la tribune pour lire la note rédigée en Conseil des ministres.

Vous la trouverez dans les journaux du soir; la chambre écoutait dans un profond silence; mais d'énergiques

applaudissements accueillirent ce passage: « Notre respect pour les droits des peuples ne nous oblige pas à souffrir qu'une puissance étrangère puisse déranger l'équilibre des forces en Europe en plaçant un de ses princes sur le trône de Charles-Quint... »

Ils redoublent à ces mots: « et mettre en péril les intérêts et l'honneur de la France. »

Après les dernières paroles, de bruyants applaudissements retentirent sur tous les bancs, excepté sur ceux de la gauche fermée; et M. Garnier-Pagès s'écria à deux reprises: « Ce sont des questions dynastiques qui troublent la paix de l'Europe; les peuples n'ont que des raisons de s'aimer et de s'entraider. » C'est très beau, sans doute; mais en attendant que les peuples fassent eux-mêmes leurs affaires, ce sont les gouvernements qui agissent, et notre gouvernement à nous doit s'occuper de leurs actes quand ils sont contraires aux intérêts de la France. Libre aux irréconciliables de s'abstenir, de se désintéresser, l'immense majorité de la nation applaudira aux paroles prononcées par M. de Gramont; et la manifestation presque unanime de la Chambre donnera une force considérable aux efforts de notre diplomatie.

On a beaucoup remarqué le passage dans lequel M. de Gramont déclare que les négociations entre la Prusse et l'Espagne ont été tenues cachées au gouvernement français. C'est là une accusation directe contre la politique de M. de Bismarck. Il est un autre mot qui a produit aussi quelque sensation, c'est celui-ci: « Nous comptons sur la sagesse de l'Allemagne. » L'intention évidente du Cabinet est de séparer la responsabilité de l'Allemagne de celle de la Prusse dont le nom n'a même pas été prononcé. Le ministre a dû se déclarer qu'il croyait que la discussion sur ce début de conflit devait être ajournée; et M. Schneider a déclaré l'incident clos.

Les négociations diplomatiques vont donc se poursuivre activement: déjà l'on annonce que M. de Werther, ambassadeur de Prusse, est parti pour Berlin, porteur d'une note qui pourrait bien avoir le caractère d'un ultimatum. Est-ce la guerre qui sortira de ces négociations? Nul ne saurait l'affirmer ou le nier. Le secret peut n'être pas divulgué avant deux ou trois mois.

Toutes les chancelleries déploient de l'activité: l'Autriche cherche à se rapprocher de la Russie et rêve peut-être une prochaine revanche de Sadowa. On dit le Czar fort hésitant; tiraillé entre la Prusse et les influences qui s'allient à celles de la France.

Dans la salle des Pas-Perdus, on parlait aujourd'hui des formidables travaux exécutés par la Prusse dans la Baltique, et qui rendent très difficiles une attaque de ce côté, contre la Prusse.

Aussitôt après la lecture de la note officielle, le maréchal Canrobert est parti en toute hâte pour retourner à la place Vendôme et M. Granier de Cassagnac est parti pour les bureaux du Pays. « Le maréchal va faire repasser son sabre, a dit quelqu'un; le journaliste va tailler sa plume la plus belliqueuse. »

Cependant, disons en terminant, que tout espoir pour le maintien de la paix ne nous semble pas perdu.

CH. CAROT.

ROUBAIX, 6 JUILLET.

Nous assistons à un effondrement de cours; le 3 1/2 ouvre à 74,50, en baisse de 70 c. et ferme à 74,50; soit 1,40 de baisse. Il nous semble bien de prévenir les spéculateurs que, suivant la teneur de l'affaire d'Espagne, on peut être à quelques jours coter le 3 1/2 à 73 fr. ou 73,50; les vendeurs ou vendeurs feront sagement de limiter leurs pertes éventuelles en n'opérant que sur primes. Londres, 1/4 baisse.

Enquête parlementaire Séance du 22 juin.

La séance de la Commission d'enquête parlementaire du 22 juin, nous a permis d'offrir beaucoup d'intérêt pour nos localités; nous en reproduisons ci-après les principaux éléments :

M. Anquetin d'Amiens : Il s'est introduit dans nos métiers continus en France; mais il y a une différence énorme entre les prix de revient français et les prix de revient anglais. Le tiers continu. Une maison d'Amiens, M. Bouché, vient de recevoir, il y a un mois, deux paquets de fils au conjoin français, destinés pour le velours d'Utrecht, avec lesquels il a fait du velours, mais de mauvaise qualité. Il a demandé quel était le prix de ces fils; le filateur lui a répondu : 11 fr. le kilogramme. Ce sont des marchandises que nous achetons tous les jours, provenant de l'Angleterre, à 8 fr. le kilo.

A une certaine époque, une filature au conjoin a marché à Amiens. J'ai essayé plusieurs fois d'y acheter du fil dont j'avais besoin. Je n'ai pu le faire à moins de 1 fr. 25 le kilogramme de différence sur les conjoin anglais; cela tient sans doute à ce que ces machines absorbent une plus grande quantité de combustibles.

M. Delfosse s'est expliqué sur la difficulté d'employer ces métiers continus.

Est-ce que M. Delfosse n'est pas le fils de la filature continue? Vous savez qu'à Amiens il y a eu des essais infructueux, et dernièrement lorsque j'ai déposé, M. Cassagnac qui ignorait qu'il y eût des métiers continus à Roubaix, me faisait l'observation que pour le poil de chèvre, qui ne peut se filer qu'au conjoin, nous n'avions pas intérêt à demander l'établissement d'un droit, puisque cette industrie n'existe pas chez nous. J'ai répondu à M. Cassagnac que Roubaix il y avait quinze filatures à métiers continus, mais qui ne font pas le poil de chèvre, parce que les droits qui existent sur le fil ne suffisent pas à nous protéger. Ainsi le poil de chèvre entre au droit de 30 centimes, quel que soit le numéro. C'est comme s'il n'y avait pas de droit.

Il y a un droit double pour les fils de laine longue. Ce droit est insuffisant, et c'est pour ce motif que ce genre de filature n'a pas pris d'extension.

On dira peut-être: « Mais pour quel genre de filature continue, qui est presque indispensable, ne s'implante-t-elle pas en France d'une manière générale? »

La raison en est qu'en Angleterre, on file au conjoin depuis un temps immémorial, tandis qu'en France nous n'avons pas encore l'expérience nécessaire des métiers continus de ce genre de filature.

FEMMELETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 8 JUILLET 1870.

— 2 —

BASTIDE ROUGE

PAR Ed. BERTHET.

L'AUDEGE PROVÉCALE

Le voyageur recueillait avec attention tous ces détails, et semblait chercher à classer dans sa tête des faits encore mystérieux. Il reprit avec un accent de tranquillité parfaite :

— Et ce jeune homme, ce mauvais sujet, Auguste Fleurioux, n'a-t-on jamais entendu parler de lui? N'est-il jamais revenu dans son pays natal?

— Je ne crois pas, monsieur; car il y a eu un temps où on l'eût lapidé s'il avait

osé se montrer. Songez donc qu'il avait séduit une jeune demoiselle de Marseille et avait tué en duel le frère de la pauvre fille... C'est une histoire qui a fait grand bruit dans le temps. On était si indigné contre lui qu'il fut obligé de se cacher, et on suppose qu'il s'embarqua sur un navire en partance pour le Levant. Quoi qu'il en soit, on n'a jamais eu de ses nouvelles, et tant mieux; c'est un chenapan de moins!

— Amen! répliqua le Nabab avec sang-froid. Mais pour en revenir à Linguard, il jouit sans doute ici d'une grande considération, il passe pour un honnête homme, n'est-ce pas? Il emploie convenablement sa fortune?

— Hem! hem! monsieur, il y a bien quelque chose à redire. Linguard est un peu avaré, on l'a accusé de faire l'usure et puis la contrebande. On prétend aussi...

— Si l'on peut répéter de pareilles calomnies contre un voisin, s'écria Babet avec impétuosité. Va! tu devrais rougir, Bécasson, de prêter l'oreille à ces infamies-là et de les conter à un étranger!... Imaginez, monsieur, que le vieux Linguard est la crème des bonnes gens, un cœur d'or; mais comme on le voit fort peu, et comme il sort rarement de sa vieille mansure de la Bastide-Rouge, les gens du pays font sur lui un tas d'histoires à dormir debout. Croiriez-vous qu'ils ont peur de passer le soir devant sa maison, les nigauds! Je voudrais avoir un sac d'écus à aller cher-

cher à la Bastide-Rouge cette nuit, on verrait, si j'aurais peur!

— Eh! eh! ma commère, vous me paraissez capable d'aller chercher un sac d'écus dans la gueule du diable! Ainsi donc, carissima, maître Linguard habite seul sa vieille demeure?

— Pas tout à fait, monsieur, répliqua la ménagère, qui, après avoir coupé la parole à son mari, de crainte d'abus, se laissait entraîner elle-même à son amour pour le babill. Depuis quelque temps, M. Linguard s'est ennuyé de sa solitude; il a recueilli chez la veuve et la fille d'un ancien sous-commissaire de marine, deux excellentes dames, qui, sans lui, eussent mené une vie misérable. C'est une bonne œuvre qu'il a faite là.

— Bagasse! murmura le mari; il a bien ses raisons pour ça!

— Tais-toi! s'écria Babet, ce sont encore des méchancetés. Notre voisin est un homme sage, et il n'a jamais eu l'intention de faire payer à la fille son hospitalité. Quant à moi, je ne verrais aucun mal si mademoiselle Elisabeth épousait un de ces matins son bienfaiteur...

— Il ne l'épousera pas! s'écria impétueusement Maurice, qui ne perdait pas un mot de cette conversation. Elisabeth Meursanges est trop belle, trop pure pour devenir la proie d'un vieillard libertain. Non, il ne l'épousera pas; ou je mourrai!

Et il retomba sur sa chaise en sanglotant.

La virago fit un mouvement d'épaule.

— Je l'avais oublié, dit-elle à demi-voix en désignant Maurice, ne faites pas attention... Le pauvre jeune homme est tombé pour la demoiselle Elisabeth. Ils se sont connus à la Ciotat, où ils demeuraient l'un et l'autre; ils eussent bien voulu s'épouser; mais le garçon n'est pas riche, ça n'a qu'une petite place dans une administration. Madame Meursanges, une femme fière et d'après au gain, s'est opposée à ce mariage. Elle a mieux aimé accepter l'offre de M. Linguard, qui lui proposait de les charger, elle et sa fille, du soin de tenir sa maison; ces dames sont maintenant chez lui, et elles sont bien heureuses. Dernièrement le bruit s'est répandu que Linguard avait l'intention d'épouser la demoiselle; alors le jeune monsieur, qu'on appelle Maurice Longpré, est venu s'établir ici. Depuis huit jours il rôde constamment autour de la Bastide-Rouge pour voir Elisabeth; mais on ne veut pas le recevoir... Il passe ses journées à écrire des lettres qui n'arrivent jamais à leur adresse; cependant il ne se décourage pas.

— Pauvre garçon! dit l'étranger d'un air pensif. Voilà comme j'aurais été, moi, il y a bien longtemps... Bah!... Merci de vos renseignements sur maître Linguard et la Bastide-Rouge, continua-t-il en vidant son verre et en se levant. Décidément, l'un et l'autre ne paraissent pas pour jouir d'une réputation sans tâche. Eh bien, j'en jugerai; je vais mettre le

cap sur la Bastide, et, cette nuit même, Linguard et moi nous nous reverrons.

— Vous allez si tard à la Bastide-Rouge? s'écria l'aubergiste avec un accent singulier.

— Pourquoi non? Y aurait-il quelque danger?

— Mon mari, reprit Babet, a voulu dire que vous pourriez vous égarer dans l'obscurité.

— Je connais le chemin.

— Et puis, continua l'aubergiste avec embarras, certainement on refusera de vous recevoir chez Linguard; à parole heure. La porte est soigneusement fermée dès la chute du jour, et elle ne s'ouvre pour personne.

— Elle s'ouvrira pour moi, dit l'inconnu avec assurance. Allez, bonnes gens, salam alicum; c'est-à-dire god night, ou plutôt à Dieu diable.

Après ce salut cosmopolite, il se dirigea résolument vers la porte. L'hôte et sa femme le regardaient d'un air ébahi; enfin Bécasson se précipita au-devant de lui :

— Eh bien, et votre dépense; lui cria-t-il d'une voix tonnante.

Le Nabab se retourna.

— C'est juste, dit-il en riant. Je viens d'un pays où le voyageur fatigue l'hôte dans la première case venue, se fait servir ce qu'il y a de meilleur, et s'en va sans autre formalité; mais dans notre belle France, aujourd'hui, l'hôte a des devoirs; il n'est pas de méchant.

Il fouilla longtemps dans ses poches;